



Paris, le 1^{er} Octobre 2019

Ensemble pour défendre notre système de Santé et d'Action Sociale

Communiqué

En grève depuis mars dernier, les services d'urgence montrent la voie aujourd'hui. Ce mouvement démontre que, même dans un contexte contraint, la lutte paie.

Les mobilisations en cours appellent à l'élargissement et à la convergence des salarié.e.s des différents secteurs d'activités dans la Santé et l'Action Sociale qui portent des revendications partagées qui doivent être gagnées pour tous.

Sous effectifs, manque de lits, salaires : on constate une multiplication des conflits et des luttes menées dans les établissements de Santé qui touchent tous les secteurs d'activités.

Au-delà de l'important mouvement aux urgences, en EHPAD et dans les structures d'accueil des personnes âgées, les services de soins à domicile, des populations locales au côté des salarié.e.s avec les organisations syndicales défendent leurs services de psychiatrie, leurs maternités, leurs centres d'accueil pour la protection de l'enfance... et bien d'autres.

Urgence à défendre notre système de Santé et d'action Sociale, les missions de services publics pour les salarié.e.s, les usagè.r.e.s.

Les organisations syndicales représentatives médicales et paramédicales CFE- CGC, CFDT, CGT, FO, SUD, AMUF, le collectif Inter Urgences, le printemps de la Psychiatrie et la Coordination Nationale de Défense des Maternités et des Hôpitaux de Proximités, réunis mardi 25 septembre 2019 à Montreuil, appellent à la mobilisation des salarié.e.s et des usager.e.s pour défendre notre système de Santé et d'Action Sociale.

Ce sont 8,4 milliards d'économies imposées aux hôpitaux, entraînant la fermeture de 100.000 lits, de 95 services d'urgences et la disparition de la moitié des maternités sur le territoire en 20 ans !

Cette politique d'austérité libérale, exclusivement guidée par une vision comptable d'économies à court terme, a fini par gravement détériorer notre système de Santé et d'Action sociale. Les salarié.e.s, agent.e.s, de tous ces services exigent des effectifs et des moyens financiers supplémentaires pour faire face à l'activité dans les établissements et pour exercer leur mission auprès de la population.

Des mouvements de grève importants et croissants se développent sur tout le territoire. Ils reflètent un profond malaise et dénoncent une politique catastrophique de Santé et d'Action sociale qui ne prend plus « à bras le corps » l'ensemble des problématiques rencontrées par les personnels médicaux, non médicaux, ouvriers, administratifs, ainsi que les usager.e.s, tout cela en dégradant ostensiblement les conditions d'accueil des populations et les conditions de travail des personnels. Nous revendiquons :

- *Le recrutement de professionnel.le.s pluridisciplinaires qualifié.e.s*
- *L'égalité Femmes/Hommes, à qualification égale rémunération identique pour relancer l'attractivité de nos métiers à prédominance féminine, toujours sous-rémunérés par rapport à d'autres secteurs à prédominance masculine et à qualification égale.*
- *L'ouverture immédiate de lits d'hospitalisation, de structures d'accueil et l'arrêt des fermetures de services, d'établissements et de lits sur tout le territoire. Le maintien de l'ensemble des établissements de proximité, ceci pour rompre avec les déserts médicaux et sanitaires, pour un accès égalitaire qui permette d'accompagner et de prendre en charge toute la population. Plus de brancards dans les couloirs !*
- *Le recrutement de personnels en nombre suffisant pour faire face à l'activité dans les services et les établissements pour contribuer à la nécessaire exigence d'une prise en charge optimale de la population en faveur de soins et d'un accompagnement individualisé, et non des soins déshumanisés standardisés comme c'est le cas aujourd'hui !*
- *L'amélioration sensible des conditions des salarié.e.s pour une meilleure vie au travail et articulation avec leur vie familiale et sociale.*
- *Une juste reconnaissance de la pénibilité de nos métiers pour un départ anticipé à la retraite à taux plein.*

L'absence d'écoute du gouvernement a pour effet une profonde colère qui s'exprime depuis plusieurs mois, des personnels toutes catégories confondus qui sont épuisés mais déterminés à ne plus attendre. Nous ne voulons plus des « effets d'annonces » mais des actes concrets qu'il faut engager immédiatement pour de réelles améliorations des conditions de travail des salarié.e.s et d'amélioration de la qualité de prise en charge de la population. Nous exigeons d'être reçus par Madame la Ministre pour engager des négociations urgentes en particulier sur les thèmes suivants :

- **Recrutement de professionnel.le.s supplémentaires immédiatement et plan de formation pluridisciplinaire.**
- **Revalorisation générale des salaires et reconnaissance des qualifications des professionnel.le.s**
- **Renforcement des moyens financiers significativement pour les établissements, ce qui passe par une revalorisation de l'ONDAM à au moins 5% et donc de la Loi concernant le Plan de Finances de la Sécurité Sociale**
- **L'arrêt de toutes les fermetures d'établissements, de services et de lits.**
- **De réelles mesures qui garantissent l'accès, la proximité et l'égalité de prise en charge pour la population sur tout le territoire.**
- **La reconnaissance de la pénibilité de nos métiers.**

Pour obtenir satisfaction sur ces revendications, nous soutenons l'ensemble des mouvements de grève déjà en cours. Nous serons à l'initiative de mouvements de grèves et de toutes les actions décidées avec les salarié.e.s dans les établissements du sanitaire, du médico-social et social, privés et publics.

Nous proposons deux temps forts de mobilisation : le 8 octobre 2019 avec les retraité.e.s et le 15 octobre 2019 notamment dans les EPHAD, soins à domicile et avec nos collègues Sapeurs-pompiers.

Nous nous engageons à construire un mouvement large de convergence dans le cadre du Projet de Loi de Finance de la Sécurité Sociale dans la perspective d'une journée « morte » dans la Santé et l'Action Sociale pendant la première quinzaine de novembre au moment des débats parlementaires sur le PLFSS.